

Le Courrier du Canada.

JOURNAL DES INTERETS CANADIENS.

JE CROIS J'ESPÈRE ET J'AIME.

Le procès des conspirateurs.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 5 juin :

Nous nous bornons pour aujourd'hui à glaner quelques détails de la séance de samedi, qui n'a offert qu'un médiocre intérêt.

La chambre des séances était encombrée à l'excès et il y faisait un chaud terrible. Les interrogatoires s'épuisent rapidement; cependant il n'est pas probable que le procès soit terminé avant la fin de cette semaine.

La plupart des témoins entendus ont été mis en liberté, et notamment Miss Anna Surratt, qui a été admise, dans l'après-midi, à s'asseoir près de sa mère et à causer librement avec elle.

A propos de Mme Surratt, on sait que la circonstance qui l'accuse le plus gravement, c'est sa visite à Surrattville le jour de l'assassinat, et l'ordre qu'elle avait donné à Lloyd, propriétaire de la taverne, de tenir prêts pour le soir les carabines que Booth et Harold ont été prendre avant de pénétrer dans le Charles County.

C'est là le principal point respectivement affirmé et contesté par le ministère public et par la défense. Or voici un témoin qui, dans la séance de vendredi, a déclaré que Lloyd était ivre ce jour-là, ce qui peut infirmer la confiance que mérite sa déclaration.

D.—Avez-vous vu M. Lloyd dans la soirée de ce jour à Surrattville ?

R.—Nous y sommes venus ensemble ce jour-là de Marlboro.

D.—Quelle était la situation de Lloyd à ce moment ?

R.—Il était parfaitement ivre. Je crois que je suis arrivé à Surrattville environ une minute et demie avant lui.

D.—Avez-vous vu la prisonnière, Mme Surratt, ce jour-là ?

R.—Je l'ai vu comme elle partait pour retourner chez elle.

D.—Etait-elle réellement prête à repartir chez elle au moment où Lloyd est arrivé ?

R.—Oui, le tilsbury l'attendait, et elle est partie environ quinze minutes après.

D.—Vous avez dit que Lloyd était ivre; comment le savez-vous ?

R.—J'ai bu avec lui.

D.—Qui a bu le plus des deux ?

R.—Je n'ai pas mesuré.

D.—Etes-vous aussi ivre que lui ?

R.—Pas tout à fait. Je n'ai pas dit que j'étais ivre; je ne sais pas si je l'étais, mais j'avais bu très sec ce jour-là avec lui.

D.—Demeurez-vous à Surrattville ?

R.—Non; j'ai mille et demi au-dessous.

D.—Quelles ont été vos occupations dans les deux ou trois dernières années ?

R.—J'ai été fermier tout le temps. Je ne me suis pas éloigné de ma maison plus loin que Washington dans tout ma vie.

Une déposition nouvelle est venue aussi expliquer un fait relatif au cas de Spangler. On n'avait pas su, jusqu'ici, comment les serrures de la porte de la loge présidentielle s'étaient trouvées divisées le soir de l'assassinat. Ce mystère s'est éclairci. Il paraît que la porte avait été forcée plus d'un mois auparavant par un commis de l'hôtel National, en l'absence de la clé qui n'avait pu être trouvée à cette époque, et qu'on avait négligé depuis de remettre les vis qui avaient sauté.

blent s'être appliqués à semer les indices aux quatre vents de l'horizon comme pour guider la justice sur leurs traces. C'est d'abord la lettre de Booth à M. Johnson, puis la lettre ramassée par Mme Hudpelt dans un car de la 3me avenue; puis un sac de nuit avec des notes signées de Booth, laissés dans un auvergne à New Haven; puis une carte tombée dans un couloir d'hôtel à Buffalo, et qui fait arrêter un pensionnaire de cet hôtel inscrit sous le nom de W. D. Beers. Enfin voici une correspondance en chiffres recueillie entre deux eaux dans la dock de Morehead City (Caroline du Nord), et dont on a fait la traduction suivante :

« Washington, 15 avril 1865.

« Cher John :—Je suis heureux de l'information que *Pet* a fait son affaire comme il faut. Il est en sûreté, et le vieux Abe est en enfer. Maintenant, monsieur, tous les yeux sont sur vous. A vous le soin de Sherman. Grant est entre les mains de *Old Gray*, en attendant. *Red Shoes* (les souliers rouges) a manqué de rien dans l'affaire des Searlds, mais il a fait une bonne retraite. Il faut encore Johnson, c'est l'affaire de *Old Crook*. Rappel-toi le serment fraternel, et tu marcheras droit. Tout va bien. Sois heureux, et joue du fruit de tes labeurs.

« Signé : O. B. No. Cinq.

Une chose à remarquer, c'est que tous ces papiers n'ont encore conduit à aucune découverte. On dirait autant de mystifications; on peut dire, dans tous les cas, qu'on n'a jamais vu de conjurés si écrivassiers.

On lit dans le même journal du 7 :

Le *Commercial* de Cincinnati vient de publier un document d'un haut intérêt qui, s'il est sérieux, fait entrer dans une nouvelle phase la conspiration qui a eu pour résultat l'assassinat de M. Lincoln et la tragédie de la maison Seward. C'est une triple déposition faite par MM. Sandford Conover, correspondant de la *Tribune*, James B. Merritt, médecin, et Richard Montgomery, qui auraient été en rapport avec les conjurés au Canada, et auraient été, depuis l'origine, initiés à leurs projets. Ce document fait partie, paraît-il, des pièces de l'instruction qui ont été gardées secrètes par le gouvernement, et qui doivent former la base de l'accusation qui implique MM. Jefferson Davis, Benjamin, Thom son, Cleary, Saunders, Tucker et autres. Comment il est venu à la connaissance du *Commercial* de Cincinnati, c'est ce que l'on ignore. En attendant de plus amples lumières, nous allons donner un aperçu de ces dépositions, dans leurs parties les plus essentielles.

Déposition de M. Sandford Conover.—Je suis natif de New-York; j'ai résidé au Canada depuis octobre dernier; j'ai été incorporé par la conscription dans l'armée confédérée, et détaché en service dans le département de la guerre à Richmond, sous James A. Seddon, secrétaire de la guerre. Tandis que j'étais au Canada, j'ai été intimement lié avec G. N. Saunders, Jacob Thompson, le docteur Blackburn, Tucker, Wm. C. Cleary, le capitaine Castleman, M. Cameron, Porterfield, le capitaine Magrader et autres; j'ai aussi connu Clement C. Clay, le général Carroll, du Tennessee, et aussi Surratt, et J. W. Booth, et j'ai visité ces personnes au Canada; j'y ai vu Surratt à diverses occasions en avril dernier, dans la chambre de Jacob Thompson;—aussi en compagnie de George N. Saunders et autres rebelles; Surratt est un homme de cinq pieds neuf ou dix pouces, teint clair, cheveux blonds; je l'ai vu le 6 ou 7 avril, avec Thompson, Saunders et Booth. A cette époque, il a remis à Thompson, dans sa chambre, en ma présence, des dépêches de Richmond adressées à Thompson par Benjamin; aussi une lettre ou dépêche en chiffres de Jefferson Davis. A une époque antérieure, Thompson avait eu une conversation avec moi au sujet d'un complot pour assassiner le Président Lincoln et son cabinet, ce dont j'ai donné avis, avant l'assassinat, dans la *Tribune* de New-York, dont je suis correspondant; j'avais été invité par M. Thompson à prendre part à cette entreprise; lorsque Surratt a remis ces dépêches de Davis, Thompson a posé la main sur ces papiers, et a dit, faisant allusion à l'assassinat et à l'assentiment des autorités rebelles : « Cela régularise la chose. » Les dépêches étaient les personnes qui devaient être assassinées : M. Lincoln, M. Johnson, le secrétaire de la guerre, le secrétaire d'Etat, le juge Chase et le général Grant. M. Thompson a dit à cette occasion, ou la veille de cette entrevue, que l'assassinat projeté laisserait le gouvernement des Etats-Unis sans tête; qu'il n'y avait pas dans la Constitution des Etats-Unis de disposition au moyen de laquelle un nouveau Président pourrait être élu. M. Welles était aussi désigné; mais M. Thompson a dit qu'il était inutile de le tuer, vu son peu d'importance. Ma première entrevue avec Thompson au sujet de l'assassinat a eu lieu dans le commencement de février dernier, dans l'appartement de Thompson, à l'hôtel St. Laurent à Montréal; il a parlé alors d'une incursion à Ogdensburg (New-York), et ce projet a été abandonné, mais seulement parce que le gouvernement des Etats-Unis en a été informé; il a dit qu'il le suspendait pour un temps, mais il a ajouté : « Nous les retrouverons quand ils ne seront plus sur leurs gardes. » Puis il a ajouté, s'adressant à moi : « Il y a une meilleure occasion de vous immortaliser et de sauver votre pays; » faisant allusion à la confédération. J'ai dit que j'étais disposé à faire n'importe quoi pour sauver mon pays et je demandai ce qu'il y avait à faire; il a répondu : « Quelques-uns de nos camarades vont jouer un bon tour à Abe et à Andy; » il employait l'expression de *les enlever à leurs fonctions*, pour exprimer l'idée du meurtre, et il disait que tuer un tyran n'était pas commettre un meurtre; qu'il avait des com-

missions venant des autorités rebelles pour cette besogne, et qu'il en avait remis ou devait en remettre une à Booth; que toutes les personnes engagées dans l'entreprise recevraient une commission, et que, si elles échappaient au Canada, elles ne pourraient pas être utilement réclamées à raison du traité d'extradition.

J'ai su que Thompson et les autres avaient ces commissions en blanc. Ils ont commissionné Bennett Young, le maraudeur de St. Alban; c'était une commission en blanc, remplie et remise au titulaire par M. Clay. Comme cette pièce leur était venue de Richmond, elle était simplement signée; J. A. Seddon, secrétaire de la guerre. M. Thompson m'a appelé pour examiner ces formules, de sorte que je pusse attester la signature de Seddon devant le juge Smith, dans le cas de Bennett Young. La signature était bonne. Dans une conversation subséquente, Thompson m'a dit que Booth avait été commissionné. J'ai eu une conversation avec William C. Cleary, la veille ou le jour de l'assassinat, à St. Lawrence Hall; nous parlâmes des réjouissances dans les Etats au sujet de la reddition de Lee et de la capture de Richmond. Cleary a dit qu'on *riait de l'autre côté de la bouche* dans un jour ou deux; je crois que c'était la veille de l'assassinat; il savait que j'étais dans le secret de la conspiration; on parlait de l'assassinat entre nous aussi communément que du temps; j'avais cela, Saunders me demandait si je connaissais bien Booth, et exprimait quelque appréhension qu'il manquât le coup; que c'était un désespéré et un casse-cou, et qu'il craignait que toute l'affaire ne fût un fiasco. J'ai communiqué à la *Tribune* l'incursion projetée de St. Alban, et l'assassinat projeté du Président; mais elle refusa de publier la lettre; c'était en mars dernier, pour ce qui est de l'assassinat; aussi en février, je crois,—assurément avant le 4 mars. Surratt a remis les dépêches dans la chambre de Thompson quatre ou cinq jours avant l'assassinat; toute la conversation a démontré que Surratt était un des conspirateurs pour ôter la vie au Président. Il était aussi entendu qu'il y avait beaucoup d'argent prêt pour quand il y aurait quelque chose à faire. Il résultait de la conversation que Surratt était très peu de jours auparavant parti de Richmond.

Quand j'étais au Canada, j'étais correspondant de la *Tribune* et ne recevais aucun traitement excepté de ce journal. Je n'avais pas reçu un sou de notre propre gouvernement, pas même une promesse. On ne supposait pas que je fusse correspondant d'un journal quelconque; je disais seulement que j'étais en quête de nouvelles; on supposait que j'étais un rebelle, et j'étais dans leur confiance. L'incursion projetée d'Ogdensburg a été imprimée dans la *Tribune*. Je n'ai pas communiqué cette affaire directement au gouvernement par la raison que je supposais que la communication faite à la *Tribune* serait vue par les officiers du gouvernement, et que je ne désirais pas que l'information arrivât directement par moi au gouvernement. Je priai M. Gay, de la *Tribune*, de donner l'information au gouvernement, et je crois qu'il l'a fait.

J'ai vu Surratt au Canada trois ou quatre jours de suite en avril dernier. J'ai eu une conversation personnellement avec lui au sujet de Richmond. Je lui ai été présenté par Saunders. On pensait que je participerais avec ces rebelles à l'incursion d'Ogdensburg. Je n'ai jamais reçu d'eux aucune solde pour aucun service. J'ai entendu parler de la capture du Président en février; lorsque M. Thompson me parla pour la première fois de l'assassinat, je lui demandai s'il avait l'approbation du gouvernement de Richmond; il m'a dit qu'il pensait l'avoir, mais qu'il le saurait dans quelques jours. C'était au commencement de février. Thompson n'a pas dit, en avril, lorsque ces dépêches lui ont été remises, que ce fut la première approbation qu'ils eussent reçue de Richmond pour cette conspiration; mais je ne sache pas qu'il y en ait eu d'autre; j'ai seulement inféré que c'était la première approbation. Thompson a dit, dans sa conversation avec moi, que tuer un tyran dans un cas semblable n'était pas un meurtre, et m'a demandé si j'avais lu une lettre intitulée : *killing no murder*, adressée par Titus à Olivier Cromwell. C'était en février.

M. Hamlin était aussi désigné en février comme une des victimes; en avril les personnes désignées précédemment ont été nommées de nouveau, mais il n'a plus été question de M. Hamlin, et le vice-Président Johnson a été mis à sa place.

J'ai forcé le blocus en venant de Richmond.

Ces commissions étaient tout en blanc, sauf la signature; elles étaient données comme une garantie, afin que, en cas de découverte, ceux qui en étaient porteurs pussent se réclamer comme soldats rebelles, et, comme tels, être traités comme prisonniers de guerre.

Thompson disait que si les hommes qui étaient engagés dans cette entreprise étaient déçus et exécutés, le gouvernement confédéré userait de représailles. Tuer, dans ce cas, n'était pas assassiner. Je crois que Booth était spécialement commissionné dans ce but. J'ai vu Booth au Canada dans la seconde partie d'octobre avec Saunders, chez M. Thompson, à St. Lawrence Hall, où il flânait, menait une vie dissipée et jouait au billard. J'ai entendu un homme parler de brûler New-York, et d'autres entreprises dont ils s'occupaient alors. Il y avait une proposition, entre les mains de l'agent de ces rebelles au Canada, pour détruire la digue du Croton, par où la ville de New-York est approvisionnée d'eau; on supposait que cela non-seulement causerait un grand préjudice aux manufactures, mais que cela mettrait le peuple, en général, en détresse. M. Thompson a fait observer que les mesures étaient bien prises, que la ville serait détruite par une conflagration générale, et que,

si on y avait pensé plus tôt, on aurait épargné beaucoup de vies. Cela a été dit il y a quelques semaines. Thompson, Saunders, Castleman et le général Carroll étaient présents. Ils avaient des armes cachées, et un grand nombre d'hommes aussi cachés à Chicago,—peut-être huit cents,—pour relâcher les prisonniers rebelles qui s'y trouvaient.

C'est à peu près à la même époque qu'il a été proposé de détruire la digue du Croton. Le docteur Blackburn proposait d'empoisonner les réservoirs, et a fait le calcul de ce qu'il faudrait de substance toxique pour empoisonner l'eau, de manière à en former un breuvage mortel. Il connaissait la capacité des réservoirs et la quantité d'eau qui y était ordinairement. Il fut question de strychnine, d'arsenic, d'acide prussique, et d'autres choses que je ne me rappelle pas. M. Thompson craignait qu'il ne fût pas possible de réunir une assez grande quantité de substance vénéneuse sans éveiller les soupçons. Thompson approuvait l'entreprise et la discutait ouvertement; de même M. Cleary.

Il en a aussi été parlé par un M. Montrose A. Pallen, du Mississippi, et par une personne qui avait été pourvoyeur médical dans l'armée rebelle. John Cameron, résident à Montréal, m'a dit qu'on lui avait offert de beaux avantages. Je crois que M. Thompson était l'agent financier pour tous les autres agents. Je pense qu'ils tiraient sur lui pour tout ce dont ils avaient besoin. Quand Thompson a dit qu'il serait difficile de se procurer assez de poison sans être découvert, Pallen et d'autres ont été d'avis qu'on pourrait le faire venir d'Europe. Pallen est médecin.

Je crois que j'ai aussi entendu parler de Harris au sujet de l'importation de la peste. Il demeurait à Toronto. Il y avait à Montréal d'autres personnes que Blackburn employait, ou cherchait à employer; mais je ne me rappelle pas les noms. J'ai vu le docteur Stewart Robinson, docteur en théologie, résident à Toronto. Il écrivait un papier dans le Kentucky. Je l'ai vu avec Thompson et Blackburn, et il était présent quand certaines discussions ont eu lieu; il a approuvé. Il disait que quoique l'on put faire sous le ciel serait justifié par les circonstances; il paraissait en termes très intimes avec Blackburn et Thompson. Trois ou quatre jours après l'assassinat du Président, j'ai vu John H. Surratt au Canada avec Porterfield, un rebelle du Sud, maintenant déclaré sujet britannique par le parlement canadien. J'ai appris immédiatement après que Surratt a été suspecté et poursuivi, et qu'il avait décampé.

Le général Carroll était présent lorsque Surratt apporta les dépêches de Richmond, et lorsqu'elles furent lues par Thompson, je crois qu'il y en avait une ou deux autres. Le général Carroll, du Tennessee, a dit alors qu'il aimerait mieux que M. Johnson fût tué que tout autre. Il a dit que « si ce sacré gredin n'était pas tué par quelqu'un, il le tuerait lui-même. »

Booth était connu au Canada sous le sobriquet de *Pet*. Je crois avoir entendu Thompson l'appeler ainsi, mais certainement Cleary.

Kennedy, qui a mis le feu à la ville de New-York, et qui a été exécuté, était représenté comme ayant accompli cet acte par autorité du gouvernement rebelle sous la direction de Thompson. Cela m'a été dit par Thompson lui-même, ou en conversation devant lui. Thompson a dit que Kennedy méritait d'être pendu, et qu'il était terriblement content qu'il le fût, attendu que c'était un être stupide, qui avait très mal fait son affaire.

Déposition de James B. Merritt. Je suis médecin, et j'ai été en ville au Canada. En octobre et novembre dernier j'étais à Toronto. Je m'y suis trouvé avec George Young, un rebelle du Kentucky, Young m'a dit : « Nous avons quelque chose de beaucoup plus important que n'importe quelle incursion. Il a été décidé que *Old Abe* ne serait pas inauguré. » Ils avaient beaucoup d'amis à Washington et appelaient M. Lincoln un sacré tyran. J'ai ensuite vu George N. Saunders et le colonel Steele ensemble; le colonel Steele a dit : « Le sacré vieux tyran servira une nouvelle période s'il est élu. » Saunders a dit en même temps : « Il fera bien de se garder de près s'il sert une nouvelle période. »

A Montréal, en février dernier, j'ai entendu Saunders désigner nombre de personnes comme disposées à se débarrasser du Président, du Vice-Président, du cabinet et de plusieurs des principaux généraux des Etats-Unis; et il a ajouté qu'il y avait de l'argent pour atteindre ce but. Il a alors lu une lettre qu'il disait avoir reçue du Président de notre confédération, voulant dire Jefferson Davis, laquelle lettre l'autorisait à prendre telles dispositions qu'il faudrait pour réussir. Il y a eu à cette époque une réunion de ces rebelles, et il leur a été lu une lettre dont la substance était que si les gens du Sud qui étaient au Canada et dans les Etats voulaient être gouvernés par un tyran tel que Lincoln, lui, Davis, n'entendaient pas les reconnaître pour amis, et qu'il approuvait la proposition de l'assassiner. Le colonel Steele a lu la lettre, et ainsi que le capitaine Scott, George Young et Hill. Cette réunion a eu lieu vers le milieu de février dernier. Saunders y a nommé quelques-unes des personnes qui devaient exécuter l'assassinat, et entre autres J. W. Booth, que j'avais vu à Montréal en octobre; il a aussi nommé George Harper, Charles Caldwell, Randall et Harrison; c'était Harold que l'on désignait sous le nom de Harrison. J'ai aussi entendu nommer Surratt. Il y avait aussi un individu qu'on appelait *Plug Tobacco*. J'ai vu Harold à Toronto. Saunders disait que Booth était dans l'affaire corps et âme; il était cousin de Beale, qui a été pendu à New-York. Il a ajouté que s'il pouvait disposer de Lincoln, ce serait une

chose facile de disposer de Johnson dans quelque réverie d'ivresse; que si l'on pouvait disposer du Président, du Vice-Président et du cabinet, y compris M. Seward, cela satisfierait le peuple du Nord, et que la paix serait obtenue; qu'ils avaient essayé d'amener une guerre avec l'Angleterre; mais que Seward, par son énergie et sa sagacité, avait frustré leurs efforts, et sa seule raison on était déterminé à se débarrasser de lui.

Le 5 ou le 6 avril, j'ai rencontré Harper, qui a dit qu'ils allaient partir pour les Etats, pour faire faire un coup tel qu'on n'avait jamais entendu parler d'un semblable; il a ajouté que, si je n'entendais pas parler de la mort du *vieux Abe*, du vice-Président et du général Dix dans moins de dix jours, je pouvais le regarder comme un sacré fou. C'était le 6 avril. Il a cité le nom de Booth comme un de leurs amis; il a dit qu'il en avait beaucoup à Washington, et qu'il y en avait quinze ou vingt en route. Il est parti pour Washington dès le 8, avec d'autres. J'ai communiqué ces faits le 10 avril à un juge de paix nommé Davidson, qui, après l'assassinat, les a communiqués au gouvernement. Harper est retourné au Canada après l'assassinat.

J'ai eu une conversation avec C. C. Clay à Toronto, en février dernier; il a parlé de la lettre de Davis que Saunders avait montrée. Il semblait connaître parfaitement la nature de cette lettre, et disait que la fin justifiait les moyens. On m'a montré Surratt à Toronto, en février dernier, je crois. J'y ai vu Booth deux ou trois fois, et me suis trouvé à table avec lui avec Saunders, Scott et Steele; ils causaient avec Booth, et buvaient du vin ensemble au frais de Saunders. J'ai vu Harold au Canada en février.

Déposition de Richard Montgomery.—J'ai connu Jacob Thompson, et Clement C. Clay, que j'ai rencontrés au Canada nombre de fois, depuis l'été de 1864 jusqu'à présent; ainsi que Georges N. Saunders, J. B. Holcombe, Beverley Tucker, W. C. Cleary, Harrington, Hicks et d'autres, sous de faux noms. Thompson prenait divers noms, entre autres celui de Carson, Clay était Holt, et Lacy, et Tracy, Jacob Thompson disait qu'il avait des amis de la confédération dans tous les Etats du Nord, prêts à le suivre n'importe où, et qu'il pouvait, à n'importe quelle époque, se débarrasser du tyran Lincoln et de ses conseillers; que ses amis ne regardaient pas cela comme un crime, et que cela serait fait pour la cause de la confédération.

En janvier 1865, Thompson dit à Montréal qu'une proposition lui avait été faite pour débarrasser le monde des tyrans Lincoln, Stanton, Grant et plusieurs autres; qu'il savait que les hommes qui la lui avaient faite étaient audacieux, entreprenants, capables d'exécuter tout ce qu'ils proposaient; qu'il était favorable à la proposition; mais qu'il différerait de répondre jusqu'à ce qu'il eût consulté le gouvernement de Richmond; il n'attendait enfin que son approbation.

J'ai vu le prisonnier Payne plusieurs fois au Canada, près des chutes dans l'été de 1864, et à Queen's Hotel, à Toronto, où j'ai causé avec lui; j'ai eu une entrevue avec M. Thompson; plusieurs autres personnes avaient sollicité une entrevue pendant que j'étais enfermé avec lui et elle leur avait été refusée. En quittant la chambre de M. Thompson j'ai rencontré dans le corridor, près de la porte, Payne causant avec M. C. C. Clay. M. Clay m'arrêta et termina sa conversation avec Payne à voix basse. Quand il me quitta il me dit : attendez-moi, je reviens de suite; pendant son absence je parlai à Payne et lui demandai qui il était; il me répondit : Oh, je suis Canadien, ce qui équivaut à dire : je ne veux rien vous dire de plus. Lorsque je revis plus tard M. Clay je lui parlai de cet homme; il me demanda ce qu'il m'avait dit; je le lui répétai et il ajouta en riant : oui, c'est vrai, il est Canadien. Nous avons continué en lui : « Canadien » est une expression qui signifiait qu'il était de leurs amis et sa conduite est une indication que leurs rapports étaient de la nature la plus confidentielle.

Je suis allé au Canada depuis l'assassinat; quelques jours après mon arrivée je rencontrai Beverly Tucker à Montréal; il dit : « M. Lincoln méritait la mort depuis longtemps; c'est pitoyable qu'il ne soit pas mort auparavant; » il dit aussi qu'il était malheureux que les « boys » n'aient pas eu la permission d'agir quand ils voulaient le faire. Il voulait parler des individus qui devaient l'assassiner. J'ai eu une conversation avec M. W. Cleary et lui répétai ce que M. Thompson m'avait dit en janvier. Il répondit que Booth était un de ceux auxquels M. Thompson avait fait allusion; il dit aussi que c'était dommage que la besogne n'eût pas été faite complètement. Cleary qui passait pour très discret m'a dit que Booth avait rendu visite à Thompson dans l'hiver et pendant l'été.

Ces personnes surent qu'elles étaient soupçonnées d'être complices dans l'assassinat, quelques jours après, et elles se mirent à détruire une grande quantité de papiers; je tiens d'elles ce détail.

Je suis agi en qualité d'agent secret du gouvernement au Canada où j'avais pris le nom de James Thompson, quoique je n'aie jamais enregistré ce nom et en ait toujours donné un autre. Mon seul objet était de servir le gouvernement. J'ai vu ce papier (trouvé dans les effets de Wilkes Booth) à la maison de M. Clay à Ste. Catherine, dans l'été de 1864. J'ai porté des dépêches du Canada à Gordonsville et j'ai reçu une réponse que j'ai rapportée. J'ai traversé chaque fois Washington, et j'ai remis les dépêches au gouvernement des Etats-Unis. A Gordonsville j'ai reçu les dépêches des mains d'un employé au département d'Etat. J'ai porté ce papier à Thompson. Toutes les personnes désignées ci-dessus, Thompson, C. C. Clay, Cleary, etc., prétendaient être

au service du gouvernement confédéré. J'ai reçu cette dépêche en octobre dernier. Clay se disait le représentant du département d'Etat.

Tous ont approuvé l'incendie des villes du Nord et ils prétendaient être investis, par le gouvernement rebelle, de pleins pouvoirs pour agir sans être obligés d'en référer à Richmond. Thompson et Clay ont chacun dit cela. Je savais qu'ils étaient engagés dans un complot pour brûler New-York et j'allai à Washington trois jours avant qu'il n'éclatât, pour le communiquer.

La commission militaire a entendu hier plusieurs témoins, qui ont attesté la déloyauté de Leed Jenkins, proche parent de M. Surratt. Un d'eux a dit que Jenkins, assis qu'il a eu perdu un nègre, a perdu avec lui tous ses sentiments unionistes. Il a attesté aussi les tendances sécessionnistes de Mme Surratt.

Le révérend W. B. Evans, ministre de l'Eglise presbytérienne, a témoigné qu'il avait vu le docteur Mudd aller chez Mme Surratt entre le 1er et le 4 mars. Le contre-interrogatoire de la défense l'a fort embarrassé, et il s'est plusieurs fois coupé. Il a reconnu la confusion de ses idées et de ses souvenirs, et s'en est excusé en disant qu'il avait été presque fou depuis l'assassinat de M. Lincoln.

Le docteur Samuel Cox, du bas Maryland, prévenu d'avoir donné asile à Booth et à Harold, a été remis en liberté. Le colonel Green, propriétaire à Washington, et sa femme ont été également élargis. On supposait que M. Lincoln devait être séquestré dans la maison de M. Green après avoir été enlevé, comme les conjurés en avaient d'abord eu l'intention.

On lit dans la *Guienne* de Bordeaux : « M. Victor Hugo vient d'adresser à M. Eugène Gru, auteur d'un livre intitulé : *Les Morts violents*, la lettre suivante, qu'un grand nombre de journaux ont reproduit :

« Hauteville-House, 7 mai.
« Je suis comme vous, Monsieur, l'ennemi des violences. Votre livre, répertoire utile et curieux, en inspire l'horreur. Vous êtes sévère, et vous avez raison.
« N'oubliez pas pourtant que les violences de la Révolution, douloureuses représailles, sortent de la monarchie. *Les rois ont fait 93*. Votre livre seul suffit à le prouver.
« Recevez, etc. VICTOR HUGO. »

« Que M. Victor Hugo ait entassé apostasie sur apostasie; qu'après avoir mangé le pain des Bourbons, il ait hanté les antichambres de l'orléanisme; que de la pairie orléaniste il soit tombé dans les filets de la démocratie, et qu'en définitive il soit aujourd'hui à la remorque des démagogues que les plus éfrénés, tout cela nous étonne peu, tout cela ne saurait nous indigner; tant d'hommes plus ou moins célèbres ont suivi depuis quarante ans le chemin de M. Victor Hugo.

Mais que M. Victor Hugo saisisse toutes les occasions d'outrager gratuitement la monarchie, dont les miettes l'ont nourri pendant longtemps, voilà ce qui ne saurait être assez flétri par tous ceux qui ont une conscience.

« M. Victor Hugo est un apostat. Qu'il s'en vante, à la bonne heure! Mais nous ne lui permettrons pas sans protestation d'être à la fois un ingrat et un destructeur. Et puisqu'il ose écrire la monstruosité que nous avons soulignée, nous prendrons la liberté de raconter une petite anecdote.
« Peu de temps après la révolution de 1830, un poète déjà célèbre assistait à une réunion d'hommes de lettres. Ce poète, qui avait chanté la Restauration et regu de Charles X la croix de la Légion-d'Honneur, mais qui tournait le dos au soleil couchant, s'emporta, dans la discussion, jusqu'à injurier le régime déchu. Un des assistants, M. Théodore Anne, vaillant soldat et vaillant écrivain, se leva indigné :— « Avant de continuer sur ce ton, Monsieur, dit-il au poète, vous devriez cacher le ruban que vous tenez de Charles X ! »
« Le poète rougit et garda le silence...
« Ce poète, c'était M. Victor Hugo.
« A cette époque-là, il rougissait encore !
—Ch. de Batz-Trenquelléon.

Orient.

Nous recevons de Constantinople, dit l'*Union* de Paris, de bien tristes détails sur la situation des catholiques bulgares. Nous avons déjà dit tout ce que les persécutions des évêques grecs, aidés par l'autorité musulmane, pour le recouvrement de l'impôt patriarcal avaient d'odieux. Quelque temps, ces malheureuses populations ont cherché à résister et se sont refusées à payer une contribution qu'elles ne doivent à aucun titre au patriarcat et qui est, dans la circonstance, une aggravation de misère intolérable. Elles espéraient que quelque secours leur viendrait du dehors pour les soustraire à la rapacité de leurs persécuteurs, mais ce secours ne venant pas, elles se résignèrent enfin à donner leur dernière obole.

Moyennant leur apostasie, les évêques grecs les auraient tentés quittes de l'impôt, et on leur leur fit tout proposer. Mais nous avons la satisfaction d'apprendre qu'aucun n'a consenti, pas même ceux qui avaient demandé la protection britannique et offert leur adhésion à l'Eglise anglicane. Ceux-là même, revenus d'un moment d'égarément inspiré par le désespoir, sont aussi fermes que les autres contre les menaces et les séductions du schisme qui voudrait les ravoir à tout prix. Un fait qui a sa valeur et sa signification, c'est que le clergé grec n'est ni soutenu ni approuvé dans ses paréoutions contre les catholiques bulgares par

les laïques de son Eglise. Loin de là, nous apprenons que l'évêque de Monastir, voulant faire signer par ses diocésains une adresse au Sultan en témoignage de satisfaction sur sa conduite, n'a jusqu'ici rencontré que des refus, et qu'il est même menacé de voir une dénonciation de ses méfaits se signer à la place de l'adresse.

Il y a longtemps que nous suivions avec attention tous les symptômes de dissolution que présente le schisme; ceci en est un. Dans la province d'Andrinople, la violence des persécutions est encore plus grande que dans celle du Monastir, quoiqu'on n'y agisse pas à découvert et peut-être n'est-ce que pour cette raison. L'évêque schismatique d'Andrinople ne rencontre pas, dans l'autorité musulmane, les mêmes complaisances que celui de Monastir; aussi les vexations contre les catholiques ne s'exercent-elles que par des voies détournées, et ne pouvant les attaquer dans leurs biens, les attaque-t-on dans leurs personnes. Tout récemment, plusieurs ont été victimes de guets-apens nocturnes. Un prêtre, le P. Anastase, a été assailli la nuit dans sa maison par quatre hommes armés de masses tartares, qui l'ont frappé jusqu'à ce qu'ils l'aient cru mort. Fort heureusement il ne l'était pas et il n'avait pas reçu de blessures mortelles.

Le moine Pandeileimon, dont nous avons plusieurs fois parlé, quand le patriarche, contre tout espèce de droit et de motif légitime, le retenait à Constantinople, sous les verrous, après avoir recouvré sa liberté, a voulu retourner vers la province d'Andrinople, qu'il a à moitié conquise au catholicisme; mais à peine arrivé, il y est naturellement devenu le point de mire des haines schismatiques, et deux fois il a vu des poignards assassins levés sur sa poitrine. Ce n'est que miraculeusement qu'il a échappé. Une première fois il a lui-même demandé au pacha-gouverneur la grâce de son assassin et, dans son admirable charité, il ne s'est pas laissé de repos qu'il ne l'ait obtenue. A la seconde tentative, il a fait les mêmes démarches, mais l'autorité paraît décidée à poursuivre l'assassin, qui a été mis en état d'arrestation.

Il serait à souhaiter que l'autorité musulmane, qui a bien agi, ne se ralentit pas dans son zèle, et qu'on pût remonter jusqu'aux instigateurs de ces guets-apens et de ces assassinats.

CANADA. QUEBEC, 12 JUIN 1865.

La question de l'esclavage.

Ce n'est pas par des compromis qu'on résout les grandes questions; le Nord ne tarda pas à s'apercevoir que ces coupables concessions ne faisaient qu'augmenter l'animosité des partis esclavagiste et abolitionniste, en donnant au premier l'espoir d'un triomphe prochain et définitif, et en excitant l'indignation mal contenue de l'autre.

Il devenait de plus en plus évident qu'une collision était imminente et qu'elle se produirait à la première occasion.

Cette occasion ne tarda pas à se présenter. Le congrès venait, avec la faiblesse dont il avait toujours fait preuve, d'abolir le compromis du Missouri en déclarant les territoires du Nebraska et du Kansas, situés à l'ouest du 36ème degré de latitude, libres de choisir eux-mêmes leur constitution locale. Le 29 novembre 1854, c'est-à-dire huit mois après l'annulation du compromis du Missouri, le Kansas avait à élire un délégué au congrès pour demander sa transformation de territoire en Etat de l'Union. Environ mille hommes armés descendirent d'un territoire voisin, bousculèrent votes et votants et élurent un partisan de l'esclavage. Mêmes scènes, mêmes violences à l'occasion de l'élection, 30 mars 1855, des membres de la législature du Kansas. Enfin, à la fin de novembre de la même année, le scrutin fut violé une troisième fois au moment de l'élection d'un nouveau délégué au congrès.

Ces actes de violence ébranlèrent le congrès et quelques uns des hommes du Nord, oubliant que ces actes étaient le résultat de leur politique à double face, élévèrent la voix pour condamner les chefs de cabale et demander que les auteurs des meurtres commis pendant les trois élections du Kansas fussent rigoureusement punis. Pendant les orageux débats qui eurent lieu dans le Sénat à cette occasion des paroles acerbes et des menaces furent échangées; des menaces on en vint aux coups et on vit M. Brooks, un des sénateurs de la Caroline du Sud, assaillir en plein sénat le sénateur Sumner, du Massachusetts, et l'étendre sans connaissance sur le carreau en lui assénant un coup de canne sur la tête.

Finalement, après des débats qui occupèrent presque deux sessions entières du Congrès, il fut décidé que le Kansas ne serait admis dans l'Union qu'après un nouveau vote par lequel sa population accepterait des concessions moindres telles que celles faites au Minnesota, le congrès se réservant le droit d'approuver cette constitution sans intervenir dans la question de l'esclavage, conformément au principe de la souveraineté des Etats reconnu par le projet de loi Kansas-Nebraska. Le conflit se termina par l'adoption, dans le Kansas, d'une constitution excluant l'esclavage.

Nous pourrions citer encore une foule d'événements qui se rattachent directement à la question de l'esclavage, et dans lesquels le Nord joue toujours le rôle d'indécision que nous avons remarqué jusqu'ici; mais cela nous mènerait trop loin.

Nous nous contenterons donc de signaler un autre épisode qui eût lieu peu de temps après le conflit Kansas-Nebraska et qui prépara les voies à la terrible guerre civile qui vient de se terminer.

Au commencement d'octobre de l'année 1859, un vieillard exalté du nom de John Brown se met dans la tête qu'il est le Messie envoyé par le ciel pour émanciper les noirs et lever le drapeau de l'insurrection abolitionniste. Un heureux coup de main lui livre le petit arsenal de Harpers Ferry, situé dans l'état de la Virginie, et sur les confins du Maryland, et à la tête d'une centaine de noirs il attend que tous les esclaves se soulèvent.

La nouvelle de cette hardie tentative jette l'épouvante dans le Sud et le trouble dans le Nord; cependant les autorités virginiques reprennent peu à peu leur sang-froid, elles demandent des troupes au Président des Etats-Unis. Les troupes arrivent sur le théâtre de l'insurrection; quelques heures suffisent pour déloger, décimer et disperser les insurrectionnistes; le vieux Brown est saisi, frappé de quatre coups de sabre et deux coups de bayonnette; ses deux fils sont tués à ses côtés ainsi qu'une trentaine de noirs; les principaux meneurs sont arrêtés. On fait subir à la hâte un semblant de procès aux prisonniers, qui sont condamnés comme coupables de haute trahison, et le 26 décembre leurs têtes tombent sur l'échafaud.

Cet événement, sans avoir en lui-même une grande importance, empruntait, cependant, aux circonstances une gravité exceptionnelle. On était à la veille des élections présidentielles, et l'échauffourée de Harpers Ferry était un nouveau ferment de trouble ajouté à la fermentation électorale.

Ce qui arriva est encore tout frais à la mémoire de nos lecteurs: M. Lincoln, candidat abolitionniste, fut élu à une grande majorité successeur de M. Buchanan à la Présidence des Etats-Unis. M. Lincoln, en montant au pouvoir comprit combien, en présence de l'excitation toujours croissante, sa situation était difficile. Le Sud interprétant l'élection de M. Lincoln dans le sens d'une victoire abolitionniste, prit une attitude de résistance et menaça de rompre le lien fédéral qui le tenait attaché au Nord.

Que fit M. Lincoln? Il fit comme ses prédécesseurs: au lieu d'aborder franchement la difficulté, au lieu d'obéir à ses convictions, il se présenta au Sud comme un médiateur.

Nous extrayons le passage suivant de son discours d'inauguration: "Les populations des Etats-Unis du Sud semblent appréhender que l'inauguration d'une administration républicaine ne mette en danger leurs propriétés, leur tranquillité et leur sécurité personnelle. Il n'y a jamais eu aucune cause raisonnable à de telles appréhensions. La plus complète évidence du contraire a même toujours existé, comme chacun a été libre de s'en assurer. On la trouve dans presque tous les discours publics de celui qui vous parle en ce moment. Je ne fais que citer un de ces discours lorsque je déclare que "je n'ai dessein, ni direct ni indirectement d'intervenir dans l'institution de l'esclavage dans les Etats où elle existe." Je crois que je n'en ai pas dit droit, et je ne m'en souviens pas.

Ces citations domestiques suivant sa manière de voir, est essentiel à cet équilibre de pouvoirs d'où dépend la perfection et la durée de notre édifice politique; et nous dénonçons l'invasion au mépris des lois par une force armée du sol de tout état ou territoire, sous quelque prétexte que ce soit, comme le plus grand des crimes."

Ces assurances si formelles, ne produisirent pas l'effet qu'en attendaient M. Lincoln et le parti qui l'avaient hissé au pouvoir. Le Sud, jugeant des promesses par les actes, refusa la main que lui tendait M. Lincoln parce qu'il avait de graves raisons de suspecter sa sincérité. Le Sud ne pouvait oublier ce qui s'était passé dans les dernières années: en dépit de la loi des fugitifs passée par le congrès en 1850 et en vertu de laquelle tout esclave fugitif devait être rendu à son maître, certains états avaient persisté à déclarer libres tout esclave qui toucherait leur sol.

Le peuple du Sud vit donc, et avec raison, une menace dans l'avènement au pouvoir de M. Lincoln, et il crut que le moment était arrivé de secouer le joug

du Nord. Pour lui, le maintien de l'esclavage était à la fois une question d'économie politique et une question de salut public. L'esclavage c'était la base de la constitution sociale des Etats du Sud, à cause de l'immense étendue des propriétés territoriales, étendue qu'exige la nature des cultures adoptées dans ces états.

"Le morcellement des terres, dit l'auteur, que nous avons déjà cité, y est inconnu et impossible, et le système des fermes ou de colons étant impraticable, et l'ouvrier agricole proprement dit n'existant pas aux Etats-Unis, où le sentiment de l'indépendance se double d'un amour effréné de la propriété, l'esclavage seul peut se plier à être un serviteur dans toute l'acceptation du mot, comme sa nature seule peut résister aux épreuves du rude climat sous lequel il accomplit son labeur. Le problème de l'abolition de l'esclavage dans le Sud est donc comprimé dans un cercle vicieux: l'esclavage condamné en principe, est indispensable à la culture et partant à la prospérité du Sud, prospérité et richesse agricoles dont profite le Nord."

Le Sud crut donc qu'il y allait de sa sécurité, et suivant l'exemple que lui donnait, le 20 décembre 1860, la Caroline du Sud, il leva l'étendard de la rébellion.

On sait le reste. Maintenant quelques réflexions avant d'aborder la phase actuelle de la question de l'esclavage.

Du rapide exposé historique que nous venons de faire il appert:

1° Que le Nord, qui fait aujourd'hui tant de démonstrations de philanthropie négrophile n'a jamais voulu sérieusement abolir l'esclavage; dans plus de cent occasions, surtout dans les premiers temps de la république, il lui suffit d'un trait de plume pour briser les chaînes des esclaves.

2° Que les Etats du Nord ont mauvaise grâce à se vanter d'avoir aboli chez eux l'esclavage, et à faire un crime au Sud de ne pas les avoir imités, parceque, d'abord, l'esclavage au Nord était une affaire de luxe, tandis que au Sud c'était une affaire de nécessité; parceque, en second lieu, la plupart des Etats du Nord qui ont aboli l'esclavage sur leur sol, ne l'ont fait qu'après avoir vendu leurs esclaves aux Etats voisins;

3° Que le parti républicain n'a pas fait la guerre pour émanciper les esclaves; témoin, le discours d'inauguration du Président Lincoln, dont nous avons donné plus haut un extrait.

Conclusion générale: L'esclavage a été maintenu jusqu'en 1865 par le fait de la lâcheté ou de la complicité du Nord; et si les esclaves sont libres aujourd'hui c'est par le fait d'un pur accident, puisque la question de l'abolition de l'esclavage n'entrait pas dans le programme du Président Lincoln.

Propagation de la Foi.

Le dernier N° des Annales de la Propagation de la Foi contient le compte-rendu de l'œuvre pour l'année 1864. Les recettes s'élèvent au chiffre de 5,090,041 francs. Il dépasse de 301,544 francs celui de 1863. Dans ce chiffre, la France seule est comprise pour 3,479,290 francs. Le diocèse qui a pris la plus grande part à cette contribution volontaire est celui de Lyon: il a donné 343,955 francs.

Ces chiffres que nous venons de mettre sous les yeux de nos lecteurs sont éloquent et ils prouvent deux choses: 1° que la nation française est celle de toutes les nations de l'univers qui se montre la plus généreusement catholique, la plus généreuse, et que l'Eglise de France marche, dans la fermeté de sa foi et dans l'ardeur de son zèle à la tête de toutes les Eglises; 2° que la ville de Lyon, la cité des Pothier et des Irénée, la Rome des Gaules, est toujours la ville des aumônes et des grandes œuvres, et qu'elle ne se laisse surpasser par aucune.

Malgré tous les efforts de l'incrédulité et du rationalisme, peut-elle périr la nation qui prodigue ses aumônes et le sang le plus pur de ses enfants pour conquérir des âmes à Jésus-Christ? Hélas! disait Mgr B. Joseph Flaget, Evêque de Bardonia, E.-U., on nous dit que l'imoralité et l'irréligion font des progrès rapides en France, que la foi s'y perd, et que la fausse philosophie, cette fille de l'enfer, qui amène tous les maux sans aucun mélange de bien, s'y établit et s'y fortifie de plus en plus; et cependant les bienfaits que nous venons de recevoir des enfants de ce royaume vraiment chrétien et charitable, nous attestent que la foi y règne avec encore plus d'autorité qu'en aucune autre partie du monde.—Où, elle est admirable et sainte cette œuvre de la Propagation de la Foi! Elle honore tous les peuples catholiques et en particulier, et au plus haut degré, la France. Par ses prières, par ses aumônes, par le sang de ses Missionnaires répandus dans l'univers, la France propage la foi chrétienne; avec les lumières de la foi, et elle s'ho-

more, au plus haut degré, elle répand les bienfaits de la civilisation parmi tous les peuples.

L'Irlande, si pauvre et si écrasée par les taxes qu'elle paie à l'hérésie, donne à l'œuvre de la Propagation de la Foi des sommes considérables. "Beaucoup de familles dont la détresse est telle qu'elles sont forcées de vivre dans des cabanes à moitié défoncées de toiture, ne se croient pas dispensées par leur indigence d'acquiescer ce qu'elles appellent la sainte dette. Une privation de plus n'est rien pour ces pauvres gens, comparée au bonheur de devenir membres de la Propagation de la Foi."

Cet accroissement considérable des recettes est d'autant plus précieux que les progrès des missions et les charges nouvelles permettront aux Directeurs de l'œuvre d'envoyer des secours plus abondants et de répondre aux pressantes demandes de l'apostolat. Aujourd'hui que l'empire chinois a été humilié par les armées de la France et de l'Angleterre, une ère nouvelle, ère de la liberté religieuse, s'ouvre enfin pour ce pays infortuné. Le nombre des catéchumènes s'accroît chaque jour; des villages entiers demandent le baptême et brisent les idoles de l'impur paganisme. Dieu se laisse toucher par les prières des missionnaires et des fidèles. "Quelle gloire pour l'Eglise (dit Mgr de Verrolles) et pour sa fille aînée, notre France catholique! que Dieu daigne, dans sa grande miséricorde, confirmer son œuvre, si glorieusement commencée?"

Les Catholiques du Canada contribuent avec un zèle digne de tout éloge à l'œuvre de la Propagation de la Foi: les paroisses les plus petites et les plus pauvres comme celles qui sont les plus riches et les plus peuplées donnent avec générosité et comprennent toute l'importance de l'œuvre. Comme Canadien, nous ne devons pas oublier les missions de notre pays. Souvenons-nous que nos frères qui s'enfoncent au fond des forêts pour s'y établir et former de nouvelles paroisses, ont besoin de nos secours pour la construction de leurs chapelles et pour le soutien de leurs Missionnaires. Donnons avec joie, et soyons heureux de prendre part aux travaux des zélés Missionnaires, et de coopérer avec eux à l'extension du catholicisme.

Variétés.

CHASSE A L'ESCARBOT. L'escarbot est un insecte coléoptère de la famille des solidicornes ou stérécères, qui se plaît dans les matières infectes.

Il y a encore une autre variété d'escarbots: l'escarbot-écrivain-républicain; celui-là marche sur deux pieds et a juste assez d'intelligence pour se faire gloire d'avoir un goût prononcé pour les matières infectes et de préférer l'air empesté à l'air pur.

C'est à cette dernière variété d'escarbots qu'appartient M. Buies, l'illustre M. Buies.

L'escarbot en question a déserté les colonnes du Pays pour se réfugier dans celles du Messager Américo-Franco-cain. L'atmosphère du Pays lui paraissait déjà trop pure; il lui fallait un milieu plus vicié, il a trouvé juste ce qui lui convenait dans la feuille new-yorkaise.

C'est là que, avec ou sans sa permission, nous lui donnerons la chasse en nous amusant.

Nous disions donc que M. Buies, lassé de faire dans les colonnes du Pays, avait choisi pour théâtre de ses exploits le Messager Franco-cain, qui publiait triomphalement ces jours derniers le premier produit de son illustre correspondant. Nous voudrions pouvoir donner en entier, à titre de curiosité, ce splendide potiron, mais le défaut d'espace nous en empêche. Nous nous contenterons d'en faire quelques extraits.

C'est daté de Montréal:

"Depuis quelque temps, les conspirateurs sudistes semolent avoir disparu de notre ville, ce qui enlève presque tout intérêt aux journaux qui, pendant six mois, se sont nourris de l'affaire de St. Alban. Il y en a bien encore quelques uns qui ont le courage de publier les ridicules invectives de Saunders, qui partent d'un point inconnu pour frapper dans le vide. Entre autres, le Courrier du Canada, pour se consoler de n'avoir plus de scélérats à défendre, a imaginé de dire que la religion catholique était persécutée à outrance aux Etats-Unis et qu'il n'y avait plus là d'autre institution que celle du poignard."

M. Buies, c'est très mal ce que vous dites-là; dites-nous franchement, là, la main sur la conscience, si nous nous sommes jamais mis en frais de vous défendre ou de défendre votre institut pseudo-canadien-français!

"Vous qui ne lisez ni la Minerve, ni le Courrier du Canada, ni tous ces autres journaux patriotiques, vous ne sauriez croire jusqu'à quel degré de démen- ce les pousse la fâseté de leur position et de leurs principes. Et voilà, cependant, ce qui est la pâture du peuple canadien. Le moyen, après cela, de faire

entendre la voix de la raison et de prêcher la vérité!"

Où, comme c'est dommage que M. Buies n'ait pas une chaire dans quelques unes de nos universités: une chaire de philosophie chrétienne, par exemple. Il pourrait faire entendre au peuple canadien les belles vérités qu'il a apprises pendant les quelques mois qu'il a passés au service de Garibaldi et nous répéter au besoin ce qu'il disait, à son arrivée d'Europe, du Père Félix: "C'est un homme de talent, mais il a le tort de prêcher une religion usée, qui n'existera plus dans quelques années."

"Il n'y a à Montréal qu'un seul journal libéral français, le Pays, mais en revanche, on y est inondé de publications qui nourrissent tous les préjugés, déblatent tous les mensonges, entretiennent et fortifient l'atrophie intellectuelle. Le peuple des campagnes lisant peu et ne lisant surtout pas le Pays, qui est défendu par les curés, on est sans ressources pour l'éclairer, sur sa vraie situation, sur ses destinées, sur la nation américaine."

Pauvre Pays, comme ça doit être humiliant pour lui d'entendre dire par un de ses collaborateurs qu'il n'a pas de lecteurs, que le peuple des campagnes ne veut pas le lire. Avez-vous donc à présent de vouloir "éclairer le peuple sur sa vraie situation, sur ses destinées, sur la nation américaine," on prend ça pour des sottises! Quousque tandem le peuple des campagnes persistera-t-il à méconnaître le génie de M. Buies, et à fermer les yeux devant le flambeau de l'illustre institut patronisé par une société de Lucifer en tête desquels se trouve le pieux, le déot Prince Jérôme Napoléon!

"Le Canada renferme en lui tous les éléments d'une prompte civilisation; la liberté politique a été occupé un demi siècle sa sauvegarde contre une parfaite annihilation de toute tendance progressive. Il a été longtemps comprimé; mais sa population est vigoureuse, pleine d'avenir, intelligente malgré le despotisme séculaire qui a écrasé la manifestation des idées avancées, qui a étouffé toute lumière. On a tenu ses habitants dans une ignorance à peine concevable, quand on songe qu'ils vivaient à côté des Etats-Unis; mais le temps approche où le Canada va sans doute revendiquer sa part dans le progrès du siècle. Les flots s'annoncent autour des digues; plus on les refoule, plus ils s'irriteront, et bientôt le torrent intellectuel va déborder en emportant avec lui tout le limon fétilé qui a longtemps arrêté sa course. Les vrais patriotes suivent avec intérêt le mouvement des esprits, et en augurent bien pour l'avenir."

Il n'est pas difficile, M. Buies. Une population qui ne lit pas le Pays, il appelle ça une population intelligente!

M. Buies ne peut pas revenir de son étonnement quand il songe que le peuple canadien a encore ses idées arriérées de respect pour l'autorité, de respect pour les lois, d'horreur pour les doctrines impies, tout en ayant pour voisins les Etats-Unis, le berceau des lumières (l'invention de la noix muscade de bois); le berceau de la liberté (le régime cellulaire appliqué à des milliers et des milliers de prisonniers d'état), le berceau de la chrétienté (la proclamation de Lincoln fixant le vendredi saint comme jour de réjouissance publique et la proclamation de Johnson fixant la fête de l'Ascension comme jour de deuil public)!

Mais cela n'empêche pas les vrais patriotes de suivre avec intérêt le mouvement des esprits... depuis l'esprit de vin jusqu'à l'esprit de thérébentine.

"Vous n'apprendrez peut-être pas sans intérêt que l'Institut-Canadien où s'est réfugié toute la jeunesse pensante et libre, est dans une voie remarquable de prospérité. L'édifice où il tient aujourd'hui ses séances, trop petit pour suffire à son développement, va être démoli dans le cours de cet été, et sera remplacé l'automne prochain par un édifice au plan grandiose et élégant, avec une magnifique salle de séances en amphithéâtre, qui devra nécessairement convier davantage la jeunesse, en donnant un plus vaste cours à son éloquence."

Nos lecteurs n'apprendront peut-être pas non plus sans intérêt que M. Buies est membre de cet Institut "où s'est réfugié toute la jeunesse pensante et libre"... de dire des sottises.

De la jeunesse pensante, n'en cherchez pas ailleurs; elle est toute entière dans l'Institut; et à preuve c'est que M. Buies, qui en fait partie, le dit.

Ça, ça s'appelle pousser à la roue; et nous devons en justice dire que, sous ce rapport, M. Buies peut rendre des points à Robert Macaire.

"Du reste, il y a une chose qui efface et domine tout dans le nouveau monde, c'est l'Union américaine; il semble que tout est entraîné et s'y absorbe. Il n'y a plus ici, comme en Europe, un certain équilibre des puissances qui complique toutes les questions, et leur donne une innombrable variété d'aspects. On ne voit que les Etats-Unis qui semblent être à eux seuls l'Amérique entière. Espérons que cela sera bientôt, non-seulement une spéculation, mais encore un fait."

Arrangez cela à la sauce républicaine et vous aurez la plus belle prière annexionniste possible.

"Il n'y a plus qu'un genre de conquête possible, c'est celui de l'homme sur lui-

même, sur les erreurs malheureuses et regardées comme des vertus, qui ont longtemps comprimé l'essor de tous les progrès; c'est à ce point de vue que l'on peut dire en effet que les Américains sont le peuple le plus conquérant et le plus envahisseur de la terre."

Nous nous permettrons de signaler à M. Buies une autre conquête digne de lui; c'est la conquête de sa tête et de son jugement. Si jamais il met la main sur eux, nous lui conseillons de les garder prisonniers tout le temps de sa vie; il s'en trouvera bien...

M. Buies paraît avoir une théorie tout à fait nouvelle sur les vertus et sur les erreurs; c'est du moins ce qui ressort du brochet de moralité et de perfection sociale qu'il donne au peuple américain.

Est-ce que, par hasard, les vertus des pilules d'Ayer et de la Salsepareille de Bristol seraient les seules vertus reconnues par M. Buies?

Nous faisons grâce à nos lecteurs du reste de la tartine.

Incroyable corruption et subornation de témoins.

On lit dans l'Union nationale:

"Canover a juré à Washington qu'il était le nommé Wallace qui avait donné son témoignage dans l'affaire des raiders. C'était, paraît-il, un infâme mensonge et Canover n'aurait personifié Wallace que pour montrer qu'il avait eu des relations avec les réfugiés sudistes au Canada."

"C'est ce qui semble ressortir clairement des affidavits de Wallace, qui jure n'être jamais allé à Washington, et d'un témoignage de M. l'avocat Kerr et d'Alfred Perry."

"Wallace offre une récompense de \$500 à celui qui arrêtera Canover, pour lui faire faire son procès parjure. Wallace offre aussi de se rendre à Washington pour bien lui montrer que Wallace et Canover sont deux individus bien différents, si les autorités américaines veulent seulement lui donner un sauf-conduit pour aller et retour."

La captivité de M. Davis.

Il y a plusieurs manières de tuer un homme sans attenter directement à sa vie; on peut lui laisser une existence misérable, et le tuer dans sa considération, dans son honneur, dans ses affections, dans tout ce qui l'attache à la terre; on peut lui permettre de végéter dans une cellule, en l'abreuvant d'outrages et de mauvais traitements, mais en lui donnant néanmoins des aliments et tout ce qu'il faut pour soutenir un corps que l'âme n'habite déjà plus. L'enveloppe matérielle reste, plus ou moins endommagée, et répond que la victime est là, prête à être produite à la première réquisition d'un tribunal ou de l'opinion. Mais l'homme moral est mort, toute énergie est abattue et brisée; la longue et douloureuse agonie de l'âme et de l'intelligence est terminée.

De tous les maux que peut souffrir un prisonnier, aucun n'a manqué à M. Davis. Si un lien des hommes du colonel Pritchard, l'ex-Président eût rencontré un sergent Corbett sur son chemin, la balle d'un soldat irréflichi eût cent fois mieux valu pour lui que le sort auquel il était réservé. On a commencé par l'accuser de vol; et il est prouvé qu'il était parti de Richmond plus pauvre qu'il n'était entré; on l'accuse d'assassinat; on le flétrit officiellement aux yeux des vainqueurs, aux yeux du monde, aux yeux de ses propres partisans; et quelles preuves réunies contre lui? Des témoignages portés par un Davency, dont le cours des débats a révélé l'immoralité, par un von Steineker, par un Conover, et par tant d'autres dont le caractère dégradé ne peut inspirer que la méfiance. La presse se joint aux voix officielles pour condamner l'accusé sans l'entendre, pour repousser même les témoignages contraires à ceux qui justifient ses passions. Elle accable le vaincu d'invectives; elle demande à grands cris sa mort; elle accepte avec joie les contes ridicules fabriqués sur les circonstances qui ont accompagné l'arrestation du prisonnier; elle se raille de la séparation forcée de M. Davis et de sa famille, des sentiments les plus sacrés, qu'on ne manque jamais de respecter chez les plus vulgaires criminels.

Une fois entre quatre murs, gardé avec autant de soin que s'il commandait encore à des millions d'hommes, on ne juge pas ces précautions contre M. Davis suffisantes. On l'enchaîne, on le charge de fers, on le transporte à bord d'un monitor, en plein Potomac; on le soumet aux ardeurs d'un soleil torride, qui rend l'atmosphère de cette prison de fer à peine respirable; on ressuscite les pontons à son usage. Heureusement si la bonne foi et la magnanimité du peuple peuvent être surprises, la vérité finit toujours par éclater, et des voix s'élèvent enfin contre des mesures faites pour déshonorer ceux qui les ordonnent et ceux qui les tolèrent. On a déjà démenti cette fameuse histoire de la fuite de M. Davis en robe et en crinoline, histoire consacrée à dessin par M. Stanton. Le colonel Pritchard, un homme déloyal peut-être, a nié le fait; on a aussitôt transformé la jupe en robe de chambre; encore le colonel Pritchard n'a-t-il pas vu M. Davis dans ce costume. Aujourd'hui, voici la version de témoins oculaires: il est vrai que ce ne sont pas des personnages officiels.

"Plusieurs anciens citoyens de la Nouvelle-Orléans, dit le Picayune, récemment arrivés dans cette ville, nous donnent sur la capture de M. Davis des renseignements bien différents de ceux qui nous ont été transmis du Nord. Loin

